

Anancy, 20/03/2023.



Déclaration liminaire de la FSU 74 au CSA du 20 mars 2023 :

Comme en janvier, nous nous réunissons pour préparer la rentrée 2023 mais nous ne pouvons pas faire abstraction de la situation actuelle.

Alors que les actions contre la réforme des retraites se poursuivent pendant que les dividendes explosent, qu'aujourd'hui même des collègues et des lycéens s'engagent contre les conditions d'organisation des épreuves de spécialité, l'autoritarisme de ceux qui oublient le peuple qu'ils représentent est devenu insupportable. Il y a un après 49.3 du jeudi 16 mars.

Au niveau national, où va l'Education nationale ?

Qui tient la barre du navire ? Le président de la République ? Le ministre de l'Education ? L'épouse du président ?

Les annonces et contre-annonces se multiplient, exaspèrent et découragent toujours un peu plus les personnels.

Nous avons eu l'occasion d'évoquer ici les tromperies sur la revalorisation salariale des personnels. Depuis, les déclarations officielles n'ont fait que renforcer le ressentiment de la profession.

Ressentiment sur l'attractivité du métier d'enseignant d'abord avec l'annonce d'un alourdissement de la charge de travail si l'on veut gagner plus dans le cadre du Pacte ; Pacte unanimement rejeté par la profession et par les organisations syndicales qui ont d'ailleurs quitté la table des « négociations ».

Le ministère insiste très lourdement sur les 15 millions d'heures perdues en raison des remplacements non effectués pour expliquer la place de cette mission dans le Pacte, mais cela revient à faire porter sur les personnels la responsabilité de l'incurie du ministère en la matière ! Le problème des remplacements n'est pas le fait des enseignants déjà surchargés de travail mais du gouvernement qui ne recrute pas assez de TZR. Dans notre académie la création ou le maintien de postes fixes se sont faites aux dépens des moyens de remplacement !

Le Pacte est aussi le signe d'un profond mépris envers les femmes car on sait que les primes et les missions supplémentaires sont plus favorables aux hommes qu'aux femmes et aggravent les inégalités salariales de genre.

A se demander même s'il n'y a pas derrière ce Pacte, la volonté rampante d'aller vers la mise en place d'une Fonction publique d'emploi au sein de l'Education Nationale au moindre coût, au détriment d'une Fonction publique de carrière.

Ressentiment ensuite sur la contradiction du ministre qui dit vouloir développer l'enseignement numérique au collège et qui, dans le même temps, annonce la suppression de la technologie en 6^e.

Ressentiment encore sur l'irresponsabilité du toujours ministre avec l'annonce le mardi soir de deux journées banalisées pour préparer les épreuves de spécialité les... vendredi et samedi suivants !

Ressentiment enfin sur l'annonce d'un SNUiversel obligatoire sur temps scolaire profondément contraire aux objectifs éducatifs portés par l'école.

Au niveau académique, les mobilisations continuent et les réponses ne viennent pas. La situation reste intolérable pour les représentants des collèges Vercors et Lucie Aubrac.

Sur la technologie, la secrétaire générale a confirmé que des moyens pour plus de 50 postes sont économisés ! Comme d'habitude c'est de la dentelle qui est annoncée, mais les chiffres que nous venons de recevoir pour notre département nous inquiètent pour l'intégrité de ladite dentelle.

Venons-en donc à la situation dans notre département.

Les constats faits en janvier sur la dotation insuffisante (+0.96% mais +2% d'élèves), les menaces sur les SEGPA et les ULIS, les heures supplémentaires, les compléments de service, les journées banalisées pour limiter la liberté pédagogique des enseignants restent les mêmes en mars.

A propos de la suppression de l'heure de Technologie en 6e, puisqu'il y avait eu des promesses très claires sur les conséquences pour les collègues, nous sommes très surpris de compter 8 compléments de service et 14 suppressions de poste contre 1 création... dans le nouveau collège de Vulbens !

Quel message envoyé aux collègues de la discipline ! Il s'agit d'un véritable plan social pour faire des économies sur le dos des enseignants d'une discipline qui n'apparaît plus indispensable à l'acquisition de connaissances !

Concernant les UPE2A, la FSU 74 ne peut que regretter la baisse des moyens suite à la nouvelle stratégie académique. Elle dénonce des conditions inacceptables pour les élèves NSA (non scolarisés antérieurement) qui devront faire plus d'une heure de car par jour pour se rendre dans un autre établissement scolaire que celui à côté de leur foyer (de Faverges à Annecy par exemple). Ces élèves, qui sont déjà intégrés dans leur établissement, devront quitter leurs repères dès la rentrée prochaine, faute de moyens humains et financiers suffisants. On peut hélas craindre un décrochage et un absentéisme encore accru pour ces élèves et donc un échec de leur scolarisation.

Nous avons également des interrogations sur la situation au collège des Barattes et sur le traitement des MCS liées à l'ouverture du collège de Vulbens.

Tandis que le nombre d'heures d'enseignement diminue du collège à l'université, et que la charge du travail scolaire repose de plus en plus sur l'individu, élève, parent ou enseignant, les inégalités explosent.

Nous ne sommes pas devenus enseignants pour préparer nos élèves à la société voulue par M. Macron. Ce métier de plus en plus difficile n'attire plus, et attirera encore moins avec des salaires en décalage avec la qualification exigée et la perspective de devoir travailler encore plus longtemps !